



### L'ISLAMISME POLITIQUE EST D'ESSENCE LIBÉRALE"

*socialgerie 11 juin 2013*

*L'économiste tunisien Hédi Sraïeb porte un regard très critique sur le bilan de la coalition dominée par les islamistes d'Ennahdha. Pour lui le nouveau prêt accordé par le FMI est le symptôme d'une fuite en avant libérale.*

*Le FMI vient d'accorder un nouveau prêt de 1,7 milliards d'euros à la Tunisie, en contrepartie d'un plan d'austérité frappant les dépenses sociales. Quelles en seront les conséquences ?*

**Hédi Sraïeb.** Le cas de la Tunisie n'a rien d'exceptionnel. Il résulte d'un processus d'évolution libérale, similaire dans l'ensemble des économies du Maghreb et du Proche-Orient (pays non pétroliers). Le Maroc a signé une facilité de stand-by de près de 3 milliards d'euros, identique à celle de la Tunisie. L'Égypte, la Jordanie pourraient suivre. Avec la montée des mécontentements populaires sur fond de ralentissement économique extérieur et intérieur, ces pays risquent de ne plus pouvoir payer leurs importations et rembourser leurs emprunts échus. Ils se trouveraient ainsi en défaut de paiement, un peu à l'image de la Grèce. Anticipant ce risque d'insolvabilité qui ne manquerait pas de déboucher sur une crise sociale et politique, le FMI offre ses bons services.

C'est la longue histoire de plans d'ajustement structurels.

Inlassablement, les contreparties restent les mêmes : baisse des dépenses sociales, augmentation des prélèvements sociaux. On peut donc s'attendre à une forte réduction des subventions accordées aux produits de première nécessité (pain, huile, sucre), mais aussi à une baisse des prestations de santé et de retraite.

À l'autre bout, il est envisagé la hausse des prélèvements à la source (impôts, cotisations sociales).

Ce sont donc les salariés de la fonction publique comme du secteur privé qui seront les plus pénalisés, sans parler de la possible introduction d'une TVA sociale.

Mais il y a bien plus grave. Il est suggéré d'accélérer le processus de privatisations et d'ouverture du capital des fleurons du secteur public.

Sont concernées des sociétés nationales (eau, gaz, électricité, transports), des entreprises industrielles telle que la CPG (phosphates) ou encore les grandes banques publiques.

D'autres mesures sont encore envisagées, comme le relèvement des frais d'inscription au collège ou à l'université ou la création de taxes parafiscales (timbres de voyage, taxes sur l'alcool).

***Tout en se pliant aux logiques libérales, les islamistes jouent sur les deux tableaux, accusant les Occidentaux d'imposer leurs diktats.  
Comment expliquer ce double discours ?***

**Hédi Sraieb.** L'islamisme politique, au-delà des mouvances qui le traversent, est pour ainsi dire d'essence libérale.

La coalition dirigée par Ennahdha n'a pas hésité - comme le régime déchu - à demander les soutiens et les prêts de l'Europe, de la Banque européenne d'investissement (BEI), de la Banque mondiale, des Etats-Unis et maintenant du FMI.

Pour les islamistes, la critique de l'Occident se situe ailleurs, sur le terrain idéologique et politique. Elle porte sur les questions sociétales, les modes de vies, mais aussi sur l'organisation politique de la société.



Les islamistes sont par ailleurs très friands des produits occidentaux ! Les équilibres politiques étant fragiles et instables et les rapports des forces incertains, les islamistes usent de ce double langage consistant à feindre d'accepter des règles de droit universel et du jeu démocratique pour aussitôt entonner le « *djihad* » contre l'impérialisme des mécréants et de leurs mœurs dissolues.

À la mansuétude accordée aux actions djihadistes et salafistes particulièrement violentes, leur permettant d'attiser les braises et de faire diversion, va suivre invariablement une posture légaliste, "*Ennahdha*" agitant à son tour l'épouvantail extrémiste, se donnant ainsi et à bon compte une image de modération face au risque de chaos.

***Les logiques d'endettement étouffent depuis bien longtemps les pays de la rive sud de la Méditerranée.  
Comment et pourquoi sont-ils entrés dans une telle spirale ?***

**Hédi Sraieb.** Il n'y a aucune fatalité à la spirale de l'endettement. Elle n'est que la conséquence de choix politiques et donc d'un modèle de développement. Ici, un peu d'histoire s'impose.

Avec les indépendances, les pouvoirs nationalistes et réformistes ont cherché à rompre avec le modèle d'exportation orienté vers la demande des métropoles. Ces nouveaux pouvoirs ont voulu mettre en œuvre un processus de développement plus endogène, autocentré sur la satisfaction des besoins des populations. Ce modèle s'est finalement heurté à une double contrainte, intérieure (solvabilité étroite et épargne insuffisantes) et extérieure (creusement du déficit des échanges). La maladresse de certaines réformes (collectivisation des terres, étatisation du commerce) a fini par provoquer des mécontentements populaires habilement exploités par les bourgeoisies traditionnelles foncières et commerçantes.

Les dirigeants politiques qui sont ensuite parvenus aux affaires, bien plus libéraux, ont choisi de revenir à un modèle d'ouverture économique, avec une croissance plus extravertie. Dès lors, la spirale de l'endettement s'est installée. D'autant plus rapidement que ce processus s'est accompagné d'une libéralisation des échanges (réduction massive des droits de douanes).

À une tentative d'autofinancement (épargne collective et budget de l'Etat) s'est substituée cette logique de financement du développement par des emprunts extérieurs. Cet endettement était recherché par les classes possédantes qui voyaient là un moyen d'étendre leurs activités.

Surtout, l'adoption de ce modèle a été encouragée par les institutions financières hostiles au choix de souveraineté des lendemains d'indépendance.

La suite est connue. C'est l'histoire d'une fuite en avant pour tenter de combler le déficit extérieur tout en maintenant la manne d'argent frais indispensable à ces économies désormais très extraverties.

La spirale de l'endettement n'est donc pas le pur produit d'une volonté machiavélique de domination de l'Occident, mais bien plus sûrement le résultat d'une « *coïncidence* » d'intérêts sur les deux rives de la Méditerranée.

***Comment jugez-vous le bilan économique, du gouvernement dominé par Ennahdha ?***

**Hédi Sraieb.** Ce qui frappe, au-delà de la rhétorique religieuse et des coups de gueules contre la corruption, c'est le mimétisme des méthodes par rapport au précédent régime, avec un gouvernement pléthorique, une totale opacité, un déni de la représentativité nationale.

Le mimétisme libéral va jusqu'à la reconduction de la même politique budgétaire (amnistie fiscale pour les fraudeurs).

L'improvisation caractérise aussi la gestion des affaires courantes.

Les actifs confisqués au clan Ben Ali sont bradés aux enchères.

Qu'une pluie trop abondante vienne à tomber, aucun secours n'est organisé.

Que l'eau potable vienne à manquer, le ministre recommande d'acheter celle-ci en bouteille.

Ennahdha s'est lancé dans une recherche éperdue de nouveaux prêts pour tenter de maintenir à flot un système économique à bout de souffle.

Voilà ce qui tient lieu de politique économique aujourd'hui en Tunisie. En deux ans, ce gouvernement a accru l'endettement de plus de 6 milliards (15% de la richesse produite). Bien trop occupé à asseoir son pouvoir, il a laissé s'installer une spéculation qui désorganise les circuits de distribution et fait flamber les prix. Du jamais vu.

***La Banque centrale de Tunisie (BCT) a récemment mis en garde contre la fonte très rapide des réserves de changes. Peut-on imaginer le scénario d'un effondrement économique du pays ? Comment le conjurer ?***

**Hédi Sraieb.** L'éventualité d'une crise de liquidité existe, le prêt du FMI est censé y répondre. Mais cette facilité financière sera insuffisante. Le gouverneur de la BCT a laissé entendre que son institution devrait ressortir au moins deux fois sur les marchés financiers internationaux pour un montant de prêts obligatoires de l'ordre du milliard d'euros. L'aggravation du déficit extérieur, les sorties de devises dues aux emprunts échus et aux dividendes des entreprises étrangères pourraient affecter la réserve de change. Très basse en 2011 suite au recul de l'économie, cette réserve est revenue à 112 jours à la suite de nouveaux engagements de prêts, pour retomber de nouveau à 87 jours ces derniers temps. Sortir de cette spirale supposerait de changer d'orientation, une perspective que refuse ce gouvernement.

Changer de cap consisterait tout d'abord à apaiser le climat social par l'organisation d'une grande conférence nationale sur l'emploi et les salaires. L'organisation patronale UTICA comme le puissant syndicat UGTT sont en mesure de conclure un pacte, fut-il provisoire.

Le gouvernement pourrait aussi lancer un grand emprunt national, qui pourrait être souscrit par les résidents à l'étranger, tout en engageant un dialogue sur les premières étapes d'une profonde réforme fiscale (Près de 400.000 contribuables paient un impôt forfaitaire ne dépassant pas 200 DT, soit 100€).

Ce gouvernement a fait mine d'entendre les revendications des couches sociales défavorisées et des régions déshéritées et sinistrées. Mais ses promesses n'ont pas été suivies d'effets. Moins de 30% des dépenses pourtant programmées ont été effectivement réalisées. De nouvelles colères ont surgi, auxquelles les autorités provisoires ont répondu par une nouvelle répression policière. Il faudra bien sortir de cet engrenage de violences.

Les mesures citées plus haut, comme l'enclenchement des nécessaires réformes fiscales et bancaires restituant des marges de manœuvre, pourraient rétablir le climat d'apaisement auquel aspire la société tunisienne.

On ne peut ici qu'esquisser les grandes lignes d'un autre projet économique, fondé sur une autre logique de développement :

- Aller vers une sécurité énergétique et alimentaire plus grande pour se rapprocher au plus près de l'autosuffisance. Une réduction de ces déséquilibres diminuerait d'autant le besoin en devises.
- Recapitaliser les entreprises publiques, changer leur mode de gestion pour les mener vers l'excellence. Ces entreprises (eau, électricité, transports) pourraient satisfaire les énormes besoins de mise à niveau des infrastructures, particulièrement dans les régions de l'intérieur.
- Engager un nouveau plan d'industrialisation autour des filières porteuses des technologies de l'information, des biotechnologies, pour lesquelles il existe déjà un vivier de qualifications.
- Enfin, s'agissant du financement de grands projets, le recours à des solutions de type partenariats publics privés permettrait de s'émanciper quelque peu de la spirale de l'endettement.

---

Voir en ligne : <http://www.humanite.fr/monde/hedi-s...>